

## DÉJÀ UN MORT DE FROID À PARIS NE LAISSONS PLUS LES EXILES DORMIR DEHORS!

C'est le deuxième hiver pendant lequel des exilés d'origines diverses (Kurde, Afghane, Indienne, Angolaise...) doivent dormir sur les trottoirs, dans les parcs et dans les parkings d'immeubles dans Paris, notamment dans le 10<sup>e</sup> arrondissement.

Ces jeunes gens, entre 100 et 150 à Paris, ont fui des atteintes aux libertés et/ou de difficiles conditions de vie dans leur pays. Ils ont enduré la dureté d'un long voyage d'exil à la recherche d'une protection. À leur arrivée en France où ils sont nombreux à vouloir rester pour s'y construire un avenir paisible, ils se heurtent à un pays qui les rejette en les contraignant à survivre dans la rue.

Les pouvoirs publics - qu'ils soient nationaux ou locaux – ignorent ces exilés, leur tournent le dos. Cette indifférence ressemble à s'y méprendre à une politique de dissuasion à l'encontre des demandeurs d'asile : plus on les maltraitera, moins ils seront tentés de rester et de solliciter une protection. Quel respect des droits de l'homme ? Quel respect pour des êtres humains en danger ?

Ni le SAMU social ni les centres d'hébergement d'urgence – de toute façon saturés - ne sont adaptés à leurs besoins.

Nous ne voulons pas être les complices de cette politique-là. Nous ne voulons plus que les exilés soient condamnés à vivre dans la rue.

Nous réclamons l'ouverture très rapide d'un centre de pré-accueil et d'orientation pour ces exilés, et l'admission immédiate dans des centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) de ceux d'entre eux qui ont sollicité la protection de la France.

CONTACT : exiles10@rezo.net et 06 62 72 39 79

Cette pétition sera adressée :

- au ministre des affaires sociales, M. François Fillon
- au maire de Paris, M. Bertrand Delanoé
- au maire du X ème arrondissement de Paris, M. Tony Dreyfus

Pétition à signer et à faire signer et à retourner au Collectif de soutien des exilés du Xème arrondissement de Paris, 52 rue de Chabrol, 75010 Paris

ADRESSE (facultatif)	<b>MAIL</b> (si vous voulez être tenu-e informée-s)	PROFESSION	SIGNATURE
	ADRESSE (facultatif)	ADRESSE (facultatif)  MAIL (si vous voulez être tenu-e informée-s)	ADRESSE (facultatif) MAIL (si vous voulez être tenu-e informée-s) PROFESSION

## Collectif de soutien des exilés du X<sup>ème</sup> arrondissement de Paris exiles10@rezo.net



## DÉJÀ UN MORT DE FROID À PARIS NE LAISSONS PLUS LES EXILES DORMIR DEHORS !

NOM/ PRENOM	ADRESSE (facultatif)	MAIL (si vous voulez être tenu-e informée-s)	PROFESSION	SIGNATURE

C'est le deuxième hiver pendant lequel des exilés d'origines diverses (Kurde, Afghane, Indienne, Angolaise...) doivent dormir sur les trottoirs, dans les parcs et dans les parkings d'immeubles dans Paris, notamment dans le 10<sup>e</sup> arrondissement.

Ces jeunes gens, entre 100 et 150 à Paris, ont fui des atteintes aux libertés et/ou de difficiles conditions de vie dans leur pays. Ils ont enduré la dureté d'un long voyage d'exil à la recherche d'une protection. À leur arrivée en France où ils sont nombreux à vouloir rester pour s'y construire un avenir paisible, ils se heurtent à un pays qui les rejette en les contraignant à survivre dans la rue.

Les pouvoirs publics - qu'ils soient nationaux ou locaux – ignorent ces exilés, leur tournent le dos. Cette indifférence ressemble à s'y méprendre à une politique de dissuasion à l'encontre des demandeurs d'asile : plus on les maltraitera, moins ils seront tentés de rester et de solliciter une protection. Quel respect des droits de l'homme ? Quel respect pour des êtres humains en danger ?

Ni le SAMU social ni les centres d'hébergement d'urgence – de toute façon saturés - ne sont adaptés à leurs besoins.

Nous ne voulons pas être les complices de cette politique-là.

Nous ne voulons plus que les exilés soient condamnés à vivre dans la rue.

Nous réclamons l'ouverture très rapide d'un centre de pré-accueil et d'orientation pour ces exilés, et l'admission immédiate dans des centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) de ceux d'entre eux qui ont sollicité la protection de la France.